

19^e Congrès de notre Parti

Le Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) a tenu son 19^e Congrès à la fin de janvier. Le précédent congrès, tenu il y a moins de quinze mois, avait été essentiellement consacré aux problèmes internationaux en vue de la préparation du Congrès mondial de la IV^e Internationale de 1965. Déjà, lors du 18^e Congrès, le P.C.I. enregistrait un afflux d'adhésions de jeunes, faisant plus que compenser le départ, dans les semaines qui précèdent ce congrès, d'une fraction rassemblée autour de Pablo. Depuis lors, la section française a continué à grandir par l'adhésion de jeunes. Le 19^e Congrès s'est ainsi trouvé caractérisé avant tout par le fait qu'il y a eu un accroissement d'effectifs entre les deux congrès de plus de 40 % et que la moyenne d'âge des membres du parti a considérablement diminué.

L'objectif du congrès était, avant tout, étant donné ces circonstances, de consolider l'acquis (ce qui ne signifie pas un arrêt du recrutement, au contraire, mais une homogénéisation) par une discussion préparatoire et au congrès même sur les principales questions politiques qu'un grand nombre de nouveaux militants n'avaient pu connaître que fragmentairement avant d'adhérer au Parti. Le déroulement du congrès permet de penser que cet objectif a été atteint.

Le 19^e Congrès s'ouvrit en rendant hommage à la mémoire des camarades disparus dans la période précédente, R. Zakine, Luu Thanh Kiem, Bruno (Birger). Le congrès rendit également hommage au camarade Léo Bernard, du Socialist Workers Party des Etats-Unis, assassiné à Détroit par un fasciste, et adressa ses vœux aux deux autres camarades, Jan Garrett et Walter Graham, blessés au cours du même attentat. Le congrès fut placé sous la présidence d'honneur de Hugo Blanco, de K. Modzelewski et J. Kuron, et de toutes les victimes de la répression dans le monde. Il adressa son salut aux héroïques combattants du Vietnam.

Au 19^e Congrès assistèrent les représentants de plusieurs sections de la IV^e Internationale. Le camarade Livio Maitan apporta le salut du Secrétariat Unifié et exposa les principaux problèmes qui se posent à l'Internationale dans le présent. Le congrès reçut également des messages, entre autres de la part du S.W.P. des Etats-Unis.

Le rapport politique sur la situation française et les tâches politiques de l'organisation fut présenté par le camarade

Pierre Frank. Il traita notamment de la politique gaulliste, face aux nécessités du capitalisme français, et des contradictions nouvelles qu'elle engendrait; il apporta une analyse des luttes ouvrières, des difficultés objectives et subjectives qu'elles rencontraient, et de la nécessité d'une perspective d'ensemble pour unifier ces luttes. Une importante partie du rapport fut consacrée d'une part au P.C.F. et aux enseignements qu'on pouvait tirer du récent congrès de ce parti; d'autre part au renouvellement de l'avant-garde révolutionnaire qui était en train de s'opérer grâce au développement politique dans les jeunes générations.

Une ample discussion eut lieu sur ces questions, et le document préparatoire sur lequel s'était engagée la discussion deux mois plus tôt fut abondamment amendé et complété, avant d'être adopté par le congrès. (Le P.C.I. publiera ce document aussi rapidement que possible.)

Dans cette même partie de l'ordre du jour, le congrès adopta une résolution fixant et explicitant l'orientation du parti pour les élections législatives des 5 et 12 mars prochains.

La seconde partie du congrès fut consacrée au rapport d'organisation présenté par le camarade Michel Lequenne. Il traita des diverses activités de l'organisation et donna lieu à une sérieuse discussion, très franche quant aux faiblesses sans cesser d'être réaliste quant aux mesures à prendre pour y remédier.

Le congrès a enfin procédé au renouvellement des organismes dirigeants. L'élection du Comité Central a permis un élargissement de celui-ci par inclusion d'un nombre important de jeunes qui avaient eu l'occasion de montrer des qualités dans la période passée et qui pourront ainsi se développer politiquement et devenir de véritables dirigeants trotskystes. De même, le Bureau politique a été élargi.

Le congrès s'est séparé au bout de deux journées bien remplies d'un travail ardent. Nous sommes confiants que les progrès encourageants du Parti au cours des deux dernières années se poursuivront tant en ce qui concerne le recrutement que la maturation politique des nouvelles générations de trotskystes, et qu'ainsi la section française de la IV^e Internationale sera bien placée lorsque toute une série de développements qui s'opèrent encore en profondeur, sous la surface apparemment calme et stagnante du gaullisme, émergeront au grand jour et bousculeront entre autres le conformisme et l'apatie des vieilles directions ouvrières.

LE MILLIARD :

"Une contribution à la victoire"

Le Mouvement du Milliard pour le Vietnam a remis, le jeudi 26 janvier, un chèque de quarante millions d'anciens francs à M. Le Dinh Nhan, représentant à Paris la Croix Rouge vietnamienne, en présence de M. Mai Van Bo, délégué général du gouvernement de la R.D.V.N. en France. Cette remise de fonds fait suite à un premier versement de vingt millions d'anciens francs effectué le 6 décembre. Ces sommes, dont une partie sera transmise à la Croix Rouge du Front national de libération du Sud-Vietnam, représentent la contribution de plusieurs milliers de souscripteurs à l'aide au peuple vietnamien en lutte contre l'agression américaine.

Au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée dans les salons de la Délégation générale de la République démocratique du Vietnam, M. Mai Van Bo a, d'une part, vigoureusement dénoncé les bombardements massifs des centres industriels de Viet-Tri et de Thal Nguyen, au Nord-Vietnam, par l'aviation américaine, ainsi que la méthode de « la terre brûlée » appliquée par les troupes américaines au Sud-Vietnam dans la zone du « triangle de fer » et dans le delta du Mekong et, d'autre part, remercié l'ensemble des participants du Mouvement du Milliard, non seulement pour l'aide matérielle, mais aussi pour le soutien moral et politique qu'ils accordent à la lutte du peuple vietnamien. « Ce soutien — a ajouté M. Mai Van Bo — constitue une contribution effective à la victoire du peuple vietnamien. »

COMMUNIQUÉ

Une partie de ce texte a été reproduit par l'Humanité qui en a coupé la phrase concernant le « soutien moral et politique » apporté par les participants du « Mouvement du Milliard ». Par contre, elle a reproduit complaisamment et intégralement le communiqué du Mouvement de la Paix, voulant faire croire que les 3 millions d'A.F. remis par lui aux Vietnamiens faisaient partie d'un ensemble de 30 millions déjà collectés sous forme de médicaments... datant de la guerre d'Algérie.

On voit que le sectarisme à l'encontre du Mouvement du Milliard est bien partagé entre stalinien et antistalinien forcenés. Mais si l'on peut encore tromper des Français non-militants, voire militants sur « qui aide le Vietnam ? », on ne peut pas tromper les Vietnamiens.

Ne pas laisser

(suite de la page 1)

industries chimiques ne s'associe pas à la grève, tandis que la fédération F.O. de ce secteur appelle à la participation

Au Commissariat à l'Energie Atomique, F.O. refuse de s'engager dans la bataille, et la C.F.D.T. a fait preuve d'une certaine mollesse. A l'E.G.F., les polémiques (d'ailleurs nécessaires) sur les augmentations de salaire, entre C.G.T. et C.F.D.T., n'ont pas favorisé la préparation de la journée d'action. Le Comité fédéral (C.G.T.) des travailleurs du Livre affirmait sa solidarité avec tous les travailleurs des autres professions, « cependant, compte tenu au 1^{er} février sera appliquée une amélioration de salaire dans le labour de 1,50 % indexés, de 3 % dans une partie de la presse, et que nos cahiers de revendications viennent d'être déposés et non discutés », le Comité fédéral élargi recommande de voter des résolutions et de ne pas apporter de perturbations dans les horaires de travail.

Les jaunes

Certains sectaires affirment depuis longtemps que la C.F.D.T. est une centrale jaune: de quelle couleur ont-ils barbouillé la direction F.O.? Celle-ci en effet multiplie les déclarations contre le 1^{er} février. La position confédérale est, en gros, la suivante: le nombre des salariés qui ont suivi les ordres de grève des directions C.F.D.T.-C.G.T. est minime; la condition ouvrière n'a pas changé malgré les grèves. L'erreur de la C.F.D.T. et de la C.G.T. est de vouloir « globaliser » les revendications interdisant ainsi les négociations par secteur. Cette critique contient une parcelle de vérité: C'est vrai que les grèves n'ont abouti à aucune victoire. C'est vrai que les grèves sont mal suivies, mais ce n'est pas parce que l'on « globalise » les revendications.

Confusément ou clairement, les travailleurs expriment leur volonté d'une généralisation des luttes et de voir se réaliser l'unité d'action. Or, la direction F.O. sème la division; la direction F.O. torpille les luttes ouvrières pour pouvoir « négocier » avec le patronat de la métallurgie des avantages qui ne touchent pas 1 % des salariés de ce secteur. La direction F.O. affirme que « les négociations engagées, excluent pour l'heure, toute participation à la journée du 1^{er} février. »

La direction F.O. a peur des luttes généralisées parce qu'elles pourraient déboucher sur une « politisation de l'action syndicale »; c'est ce qu'elle a d'ailleurs déclaré à Pompidou.

1967 : ANNÉE DIFFICILE

DEPUIS JUIN 1966, la balance commerciale française, corrigée des variations saisonnières, est à nouveau déficitaire. Ce déséquilibre est la conséquence d'une diminution du taux de croissance des exportations depuis le second trimestre, tandis que l'accroissement des importations se poursuivait au même rythme. Ce double phénomène reflète d'une part la reprise économique et un niveau relativement élevé d'activité en France, d'autre part une situation conjoncturelle moins favorable chez ses principaux partenaires commerciaux. En effet, la relance de la production a provoqué une augmentation des achats français au dehors, notamment en matière d'énergie et de biens d'équipement pour lesquels l'offre intérieure est insuffisante. En revanche, certains pays étrangers, connaissant des difficultés intérieures, ont importé moins et ont donc été de moins bons clients des industries françaises, en même temps qu'ils cherchaient à exporter davantage et que leur concurrence se faisait donc plus sévère.

La sensibilité de l'économie française aux fluctuations des économies étrangères s'est considérablement accrue, durant ces dernières années, avec l'abaissement progressif des barrières douanières dans le cadre du Marché commun et l'augmentation du volume des échanges internationaux qui s'ensuivit. Un indice de cette sensibilité est le coefficient d'exportation: rapport des exportations au produit national net. Ce coefficient est passé de 7 % en 1958 à 12,5 % en 1966 (15 % si l'on inclut les « pays d'outre-mer »). Il a quadruplé à l'égard des cinq autres pays de la Communauté européenne. Géographiquement, les principaux clients de l'économie française, ceux dont les variations de conjoncture influent le plus fortement sur sa propre croissance, sont dans l'ordre: l'Allemagne (près de 23 % de ses exportations), la Belgique et le

Luxembourg (12 %), l'Italie (9 %), les Etats-Unis (7 %), la Suisse (6 %), les Pays-Bas (5 %) et la Grande-Bretagne (5 %). Or, tous ces pays, à l'exception de l'Italie, sont aux prises avec de sérieuses difficultés.

Ralentissement de l'expansion...

L'Allemagne connaît un ralentissement général de la croissance consécutif aux mesures anti-inflationnistes décidées par le gouvernement. Le signe le plus spectaculaire en a été récemment les réductions d'horaires et les licenciements dans l'automobile. L'indice de la production industrielle stagne, les stocks augmentent, les investissements ont considérablement diminué. Le nombre des chômeurs s'est accru très rapidement au cours du quatrième trimestre, et un grand nombre de travailleurs migrants n'a pas repassé la frontière après les fêtes de fin d'année. Comme en France et en Italie précédemment, la bourgeoisie allemande a réagi à une situation de plein emploi et de hausse relativement rapide des salaires en laissant se développer l'inflation puis en stabilisant, c'est-à-dire en provoquant le chômage et en bloquant les salaires. Mais, là aussi, ces mesures ont stoppé l'expansion, et il est exclu que le « déserrement » du crédit récemment décidé suffise à la relancer rapidement. Les experts de l'O.C.D.E., qui estimaient à 5,1 % l'augmentation du produit national en 1966, ne la chiffrent qu'à 3,5 % pour 1967. Parallèlement, la situation du commerce extérieur s'est renversée par rapport aux années de « boom » précédentes: les importations sont stationnaires tandis que la reprise en Italie et en France a stimulé les exportations vers ces pays.

En Belgique et aux Pays-Bas, la situation conjoncturelle est également défavorable à la suite des mesures de

stabilisation des prix prises par l'Etat. Au surplus, ces pays subissent très directement le contre-coup des difficultés de l'économie allemande à laquelle ils sont particulièrement liés. Pour la Belgique, les prévisions O.C.D.E. de croissance du produit national en 1966 ont été ramenées de 3,5 à 2,5 %. Aux Pays-Bas, elle pourrait atteindre 5 %, mais à partir d'un niveau de départ très bas. Là aussi on constate une réduction du déficit commercial par suite d'une augmentation des exportations plus rapide que celle des importations.

Même situation en Suisse où la politique anti-inflationniste décidée en 1964 a entraîné une diminution du taux de croissance et une amélioration de la balance commerciale. Le produit national ne devrait augmenter que de 2,5 % en 1966 contre 4,5 % en 1965.

Quant à la Grande-Bretagne, elle connaît une sérieuse récession consécutive aux mesures restrictives de juillet 1966. La production industrielle et les investissements diminuent. Le chômage touche plus de 600.000 travailleurs. L'augmentation du produit national ne devrait pas dépasser 1,8 % en 1966, et la balance commerciale redevient excédentaire.

Seule en Europe avec la France, l'Italie a connu une nette reprise après sa cure de stabilisation, ce qui s'est traduit par une forte augmentation de ses importations.

Enfin, la situation économique aux Etats-Unis est caractérisée par une très grande instabilité. Le retournement de la conjoncture, après quatre années de « boom », n'a été évité à l'automne 1965 que grâce à l'accroissement massif des dépenses militaires liées à l'intensification de la guerre au Vietnam. Mais, en même temps, l'inflation s'en est trouvée aggravée, ce qui a conduit l'administration Johnson à prendre un certain